

Désordre public : cet inquiétant discrédit de l'Etat que révèlent les rumeurs sur les Roms ou les émeutes de forains



Suite à des rumeurs sur des rapt d'enfants en Seine Saint Denis par des Roms en camionnette blanche, plusieurs agressions sont advenues à Bobigny et Clichy-sous bois. Résultat : une vingtaine d'interpellations.

Avec Xavier
Raufer

Atlantico : En quoi cela révèle-t-il l'incapacité de l'Etat à assurer l'ordre public, face à ces sortes de milices cherchant à se faire justice ?

Xavier Raufer : D'abord dénonçons - pour en rire- l'absolue tétanie des médias dits d'information, incapables de nommer les agresseurs des Roms, devenus dans leurs articles d'inodores, incolores, sans saveur (ni couleur) "personnes". Pensez-donc ! Deux santons de leur crèche des "victimes de l'exclusion et du racisme" qui s'entretuent ! Trop loin du catéchisme sur les victimes des méchants (Blancs). Effondrant leur propagande "inclusive", cette situation les plonge dans l'aphasie, à grand renfort d'euphémismes-tisane comme ces fantomatiques "personnes".

Or rien de ce qui est advenu aux Roms n'est exceptionnel. En janvier 2018 déjà, à Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise) une meute issue de la cité de La Lutèce avait délogé sans douceur seize Roms squattant le pavillon d'un de leurs familiers. De tels actes abondent à la périphérie des villes. Notons qu'il faut ici distinguer les Gitans, ou Tziganes - eux sachant se défendre et plutôt rugueux - des Roms, plus adeptes du pleurnichage lamentable.

Notons que ces meutes des cités hors-contrôle n'en font pas plus contre les Roms que contre les policiers, gendarmes, (récemment à Grenoble, Toulouse, etc.) agents municipaux, postiers ou personnel des pompes funèbres. Régnant sur un territoire, ils y font régner leur ordre et en chassent quiconque leur déplaît.

Dans quelle mesure ces faits peuvent-ils être rapprochés des affrontements entre des forains et la police, au Mans, le 25 mars au matin, faisant suite au déplacement de leurs attractions à la périphérie de la ville ?

Ces deux événements distincts s'inscrivent dans la commune logique du dédain de la sécurité au quotidien par ce gouvernement. En France, les mécontents, bandits, etc., ont vite saisi que, si l'on ne portait pas un gilet jaune, on était peinarde sous Macron-Castaner. Clairement, le chef de l'Etat se désintéresse de ces affaires ; son entourage préfère contrôler de dociles médias que le réel criminel,

lui, plus intraitable. A l'instant, le sommet de l'Etat se borne donc à expurger toujours plus l'information des radios et télévisions de ce qui relève du social-négatif. Cela crée bien sûr un effet cocotte-minute mais tant-pis estime-t-il : ça apaise les choses à court-terme ; ensuite, on verra.

A lire aussi : [Explosion de violence gratuite en France : quand des personnalités médiatiques se font attaquer dans la rue comme le premier venu](#)

Comment en arrive-t-on à une situation où il apparaît légitime à ces malfaiteurs de se substituer aux forces de l'ordre, dans un cas, ou de les défier, dans l'autre ?

Simple : ces bandes en font à leur aise depuis des décennies. Les forces de l'ordre agissent dans ces cités quand c'est vraiment indispensable : agressions graves de policiers, etc. Sinon, ces bandits sont tranquilles. Car s'ils désirent faire carrière, les préfets, commissaires de police, officiers de gendarmerie, procureurs, etc., ont appris à éviter les vagues. Trois mois avant les (Européennes, municipales, législatives, présidentielles, etc.) ? Vous n'y pensez pas ? Evitez de faire le cow-boy mon vieux, et tout ira bien. Sinon...

Les forains, eux, ont pigé la logique du système. Comme celui du son, passer le mur du silence médiatique suppose une détonation. Manifestez au Mans, les médias s'en fichent - mais brûlez la mairie : vous êtes au journal télévisé. C'est cela, l'"effet cocotte-minute". La saga des gilets jaunes s'inscrit d'ailleurs dans cette même logique.

Dans le cas des forains du Mans, ne peut-on pas y voir aussi la perception de cette population d'une volonté des élites de "vider les villes" de toute manifestation "populaire", non conforme aux idées cliniques d'une ville "moderne et apaisée" ?

Comment savoir ? La société de l'information n'a que la transparence à la bouche - mais ses sectateurs font leurs sales coups dans un silence de mort, derrière le dos du vulgum pecus. Par devant, le gnan-gnan larmoyant Abbé-Pierre ; par derrière la brutale logique du profit maximal. Grattez l'exhibition bienséante, la communication intéressée, le bavardage anesthésique : le motif réel, fric ou autre, émerge vite. Louis-Ferdinand Céline le savait Ô combien : "Parler morale n'engage à rien ! Ca pose un homme, ça le dissimule. Tous les fumiers sont prédicants ! Plus ils sont vicelards, plus ils causent" (Mea Culpa).

D'où à présent, l'immense méfiance populaire devant toute suggestion aimable des politiciens du système ; eux et leurs projets "inclusifs" - surtout issus du tam-tam médiatique. Entre la base et le sommet, la confiance est quasi-rompue. Dur de gouverner efficacement dans ces conditions.